

LES BATAILLES DE L'ABOLITIONNISME



Le système prostitutionnel prospère avec l'aide d'organisations nationales et internationales favorables à la légalisation de la prostitution. Niant la prostitution comme violence faites aux femmes, ils inversent les enjeux en clamant: «la loi tue, les clients protègent...».

UN SYNDICAT EN TROMPE L'ŒIL

L'autoproclamé «Syndicat du travail sexuel» est en réalité une association loi 1901, signataire de la charte

du Global Network of Sex Work Project (NSWP). Ce lobby mondial du système prostitutionnel inclut, sous le vocable «travailleurs du sexe», des prostitué-es et surtout des «intermédiaires» et des «managers», autrement dit des proxénètes.

PRESSE PATRIARCALE COMPLAISANTE

Alors que plus de 3 Françaises sur 4 sont favorables à la loi, de nombreux médias priorisent la parole des opposants au modèle abolitionniste. Sous prétexte de «liberté de choix», en donnant de l'écho aux expressions «métier», «travailleurs-euses du sexe», ils participent eux-aussi à une normalisation de la prostitution et des violences faites aux femmes.

LA VOIE JURIDIQUE.

Après avoir été déboutées par le Conseil Constitutionnel de leur Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC) contre la loi de 2016, intentée au motif que celle-ci entraverait la «liberté d'entreprendre», les mêmes associations ont déplacé fin 2019 leur action judiciaire vers la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH), reprochant à la loi de «mettre en danger» les personnes en situation de prostitution.

«Le grand public qui utilise le terme «travail du sexe» dans l'espoir de ne pas paraître sectaire ou de ne pas nuire à notre «choix», contribue à renforcer les droits et la dignité des proxénètes et des clients»

Simone Andréa, survivante.

LA VIOLENCE, ARME ANTI-ABOLITIONNISTE

Depuis la loi de 2016, les féministes abolitionnistes et maintenant les survivantes de la prostitution, sont systématiquement agressées lors des manifestations pour la défense des droits des femmes et contre les violences sexistes. Parce qu'abolitionnistes, les féministes sont traitées de «puto-phobes» et sont victimes d'appels à la haine sur les réseaux sociaux et dans les manifestations.

78 %
DES FRANÇAIS-ES
(82 % CHEZ LES JEUNES)
CONSIDÈRENT QUE LA
LOI DE 2016 EST
UNE BONNE CHOSE

